



## DÉLIBÉRATION DU CONSEIL MUNICIPAL

N° : 2025-06-42

Nombre de membres composant

le Conseil Municipal : 32

Membres en exercice : 32

L'AN DEUX MILLE VINGT-CINQ, LE 27 JUIN

LE CONSEIL MUNICIPAL DE LA VILLE DU RAINCY, DUMENT CONVOQUE PAR M. LE MAIRE, S'EST ASSEMBLE AU LIEU ORDINAIRE DE SES SEANCES, EN SESSION ORDINAIRE

Date de convocation : 20 juin 2025

Date d'affichage : 20 juin 2025

### **VOTE :**

Pour : 32

Contre : 0

Abstentions : 0

**Présents** : Présents : Jean-Michel GENESTIER - Maire, Chantal RATEAU, Montasser CHARNI, Marie-Thérèse CORDONNIER, Didier GERVAIS, Sonia BEAUFREMEZ, Annie SONRIER, Thomas VAUTRIN- Adjointes au Maire  
Michel BARRIERE, Jocelyne PAIGNON, Nicolas REDON, Marc LAMBLIN, Michel ROUBY, Olivier BELLATON, Didier BELOT, Bernard CACACE, Patricia BIZOUERNE, Arlette ACOCA, Michel NUGUES, David PEREIRA, Lydia TCHARLAIAN, Nicolas CUADRADO, Nathalie RIBEMONT, Pierre-Marie SALLE, Corinne RAOULT.

**Absents et représentés** : Sacha CAUDRON (pouvoir à Sonia BEAUFREMEZ), Steve EGOUNLETI (pouvoir à Montasser CHARNI), Noëlle SULPIS (pouvoir à Arlette ACOCA), Gilbert MINELLI (pouvoir à Chantal RATEAU), Patricia DJOSSOUVI (pouvoir Nicolas CUADRADO), Sandrine LADISA (pouvoir à Corinne RAOULT), Marc LAMBLIN (pouvoir à Bernard CACACE), Nicolas RONDEPIERRE (pouvoir Nathalie RIBEMONT)

**SECRÉTAIRE DE SEANCE** : Thomas VAUTRIN

### **Objet :**

**DEMANDE DE SUBVENTION A LA  
METROPOLE DU GRAND PARIS :  
CREATION DE JARDINS PARTAGES**

**RAPPORTEUR : Monsieur le Maire**

## **NOTE DE SYNTHÈSE :**

La Ville du Raincy souhaite réaménager des jardins partagés Allée des Coudriers.

Après les premières étapes, une phase de consolidation consistera en 2025 au nettoyage du terrain (dalle béton, vide sanitaire etc..) puis à la renaturation et à l'implantation avant d'ouvrir ces espaces au public.

Le budget global prévu est de 100 000 euros HT. Dans le cadre des dispositifs de subventions développés par la Métropole du Grand Paris, la création de jardins partagés peut être subventionnée s'agissant de redonner des espaces jusqu'alors urbains en espaces naturels et partagés pour le public

Dans ce cadre, il est demandé au Conseil Municipal d'autoriser le Maire à solliciter une subvention pour l'année 2025 auprès du Président de la Métropole du Grand Paris.

Accusé de réception en préfecture  
15-2025-06-42  
Date de télétransmission : 07/07/2025  
Date de réception préfecture : 07/07/2025

**VU** le Code Général des Collectivités Territoriales,  
**VU** le Budget communal,

**CONSIDERANT** l'avis de la commission de la Vie municipale en date du 18 juin 2025,

**LE CONSEIL MUNICIPAL, APRES EN AVOIR DELIBERE, DECIDE A L'UNANIMITE :**

**ARTICLE 1 : D'AUTORISER** Monsieur le Maire à solliciter une subvention au titre des dispositifs d'aides de la Métropole du Grand Paris.

**ARTICLE 2 : D'AUTORISER** Monsieur le Maire à signer tout document produit à cet effet.

**ARTICLE 3 : DE DIRE** que les dépenses afférentes aux travaux à réaliser seront prélevées sur les crédits ouverts au Budget Communal et que la recette sera constatée à ce même Budget.

Ainsi fait et délibéré en séance les jour, mois et an  
susdits (au registre suivent les signatures),  
**POUR EXTRAIT CONFORME**

**Jean-Michel GENESTIER,**  
**Le Maire**



La présente Délibération, à supposer que celle-ci fasse grief, peut faire l'objet, dans un délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication et/ou de son affichage, d'un recours contentieux auprès du Tribunal Administratif compétent ou d'un recours gracieux auprès de la commune ; étant précisé que celle-ci dispose d'un délai de deux mois pour répondre. Un silence de deux mois vaut alors décision implicite de rejet. La décision ainsi prise, qu'elle soit expresse ou implicite, pourra elle-même être déférée au Tribunal Administratif compétent dans un délai de deux mois. Conformément aux termes de l'Article R 421-7 du Code de Justice Administrative, les personnes résidant hors de France disposent d'un délai supplémentaire de distance de, respectivement un et deux mois, pour saisir le Tribunal.

Accusé de réception en préfecture  
093-219300621-20250707-2025-08-42-DE  
Date de réception préfecture : 07/07/2025